

**Association Mémoire Vive
des 31000 et 45000
d'Auschwitz-Birkenau**

Les « 45000 » de Côte d'or



Le 6 juillet 1942, 1175 hommes âgés de 18 à 55 ans désignés comme otages par l'occupant nazi sont déportés à Auschwitz-Birkenau.

La déportation de ces hommes est décidée en application de la politique des otages mise en place en août 1941 par Hitler et ses généraux, quelques jours après l'exécution d'un aspirant de marine allemand par Pierre Georges (le futur Colonel Fabien) au métro Barbès . Tous les français en état d'arrestation, que ce soit par les autorités allemandes en France, ou arrêtés pour le compte de celles-ci, sont considérés comme otages.

Les exécutions d'otages ne dissuadent pas les groupes de résistance armée.

En 1942, Hitler décide de renforcer cette répression par la déportation systématique de 500 juifs et communistes pour chaque nouvel attentat.

Ce convoi, composé d'environ 1100 otages politiques, principalement des communistes et sympathisants communistes, de 50 juifs et d'une quinzaine de prisonniers de « droit commun », part de la gare de Compiègne en direction d'Auschwitz-Birkenau le 6 juillet 1942 au matin.

A leur arrivée le 8 juillet 1942 à Auschwitz, après un transport de deux jours et demi très éprouvant, notamment en raison de la chaleur et de l'absence de ravitaillement en eau, ces déportés sont immatriculés dans la série des 45000: ils deviennent les « **45000 d'Auschwitz-Birkenau** ».

14 Côte d'Oriens, âgés de 21 à 52 ans au moment de leur déportation, font partie de ce convoi :

Eugène Bonnardin, Jean Bouscand, Adrien Burghard, Paul Charton, Louis Chaussard, Julien Faradon, Roger Josselin, Roger Kinsbourg, Gabriel Lejard, Jean Mahon, Henri Poillot, André Renard, Ernest Repiquet, Armand Saglier

Nous évoquerons leur parcours dans l'ordre chronologique de leurs arrestations et en les replaçant dans le contexte local

Septembre 1940 :

**première arrestation de Roger Josselin à
Dijon suite à une action de propagande
d'un groupe de jeunes communistes**

Roger Josselin (45XXX)



Roger Josselin
Archives communales de Seurre (21).
Droits réservés.

Né à Dijon en 1920, il réside encore dans cette ville au début de la guerre.

En septembre 1940, il participe à une action de propagande avec un groupe de jeunes communistes :
distribution de tracts,
collage de papillons sur les murs.

Suite à cette action de propagande, 14 jeunes communistes âgés de 17 à 22 ans sont arrêtés par la police française les 30 septembre et 1er octobre 1940.

Ils sont incarcérés puis déférés devant le tribunal correctionnel le 10 janvier 1941. L'audience du 14 février 1941 condamne 9 jeunes à 5 mois de prison, 2 à 8 mois et un à 10 mois de prison. Ils sont également condamnés à une amende.

Roger Josselin est condamné à 5 mois de prison

Deux d'entre eux nient tout et bénéficient d'un non-lieu : **Marcel Caignol**, élu secrétaire régional de la Jeunesse communiste en 1937 - tous les autres jeunes ont répondu lors de leur interrogatoire qu'il n'était pas leur chef - ainsi que **Roger Butticaz**.

Guy Hartweg décède à sa sortie de prison.

Plusieurs sont arrêtés une seconde fois.

Jules Jacqueson est arrêté à St Denis en 1944, il est transféré à la Santé le 12 mars 1944 puis libéré le 17 août 1944. Il participe à la libération de Paris.

Alexandre Truchot, cheminot, passe dans la clandestinité et est fusillé le 20 septembre 1943 à Dijon.

Marcel Caignol passe dans la clandestinité, il est arrêté le 28 février 1944 à Paris par la police française, puis dirigé sur un camp en Allemagne pour travailler dans une usine.

Roger Butticaz est arrêté en juin 41 puis interné à Compiègne.

Nous verrons plus loin que **Roger Josselin** est de nouveau arrêté le 26 février 1942 à Seurre.

Le quotidien *Les Dépêches* publie en **septembre 1984** dans la rubrique « *libre opinion* » un article de Marcel Caignol intitulé « *Un point d'histoire* ». Il témoigne de l'engagement des jeunes communistes Côte d'Oriens très tôt dans la résistance (en août 1940, ils commencent à récupérer des munitions). Il dénonce également la position du quotidien de l'époque *Le Progrès de Côte d'Or*, journal collaborationniste, qui par exemple dans son numéro du 2 octobre 1940 parle de « *La Juste répression de la propagande communiste* ». Il évoque aussi les « *mois de détention dans des conditions déplorables (privation, mitard)* » de ces jeunes communistes.

Sept « 45000 » de Côte d'Or sont arrêtés au cours de la vague d'arrestations de juin 1941 décidée dans le cadre de l'*Aktion Theoderich* qui fait suite à l'attaque de l'Union soviétique le 22 juin 1941 :

Jean Bouscand, Paul Charton, Louis Chaussard, Roger Kinsbourg, Gabriel Lejard, Jean Mahon et Ernest Repiquet

Au cours de cette action, qui se fait au nom de la lutte contre le « judéo-bolchevisme », plus de mille communistes sont arrêtés par les forces allemandes et la police française dans la zone occupée.

A partir du 27 juin 1941, ils sont internés au camp allemand de Royallieu à Compiègne, créé à cette occasion pour la détention des « ennemis actifs du Reich » sous l'administration de la *Wehrmacht*.

Jean Bouscand, 49 ans (45292)

Chef de train au PLM, il est également secrétaire du syndicat CGTU des cheminots de Dijon, secrétaire régional du PCF et gérant du journal communiste « *Le Travailleur* ». A l'automne 1940, il fait partie de l'organisation clandestine du PCF.



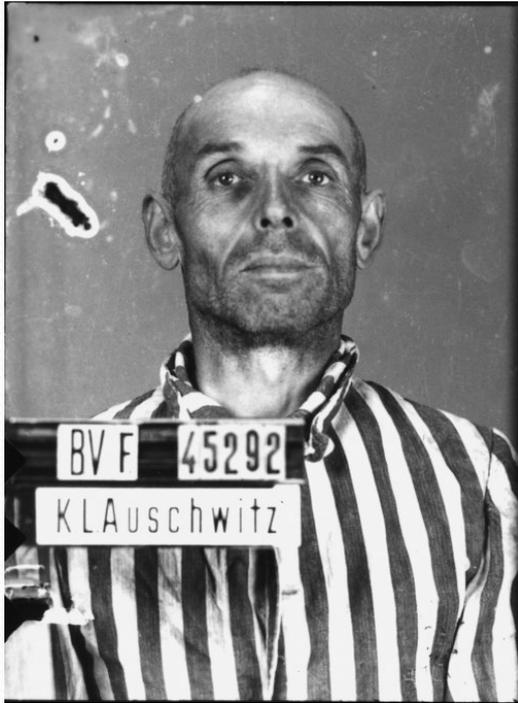
Jean Bouscand

Les communistes dans la Résistance en Côte-d'Or, édité par le PCF de Côte-d'Or, 1996, page 2

La SNCF le met à la retraite en novembre 1940 en raison de « *son activité anti-nationale* ».

Il est étroitement surveillé; en mars 1941, le Ministère de l'intérieur demande des renseignements au Préfet de la Côte d'Or.

Au moment de son arrestation en juin 1941, il est marié et réside à Dijon.



Jean Bouscand
Auschwitz-I, le 8 juillet 1942.
Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau,
Oświęcim, Pologne.
Coll. Mémoire Vive. Droits réservés.

Gabriel Lejard, rescapé du convoi, témoigne en 1948 dans « *L'Avenir de la Côte d'Or* » ; il y présente les clichés anthropométriques retrouvés de 5 de ses camarades du département, prises le 8 juillet 1942 à Auschwitz : « *Certes les visages de nos camarades ne portent pas encore les traces profondes de la souffrance, à part notre cher camarade Bouscand qui, lui, était malade.* »

Jean Bouscand meurt à Auschwitz
le 10 août 1942

Son beau-frère Jean Thibeau, également militant communiste, est arrêté par la Gestapo le 29 août 1941 ; déporté à Mauthausen le 23 mars 1944, il meurt dans ce camp le 27 juin 1944.

Paul Charton, 29 ans (45357)

Cheminot, Paul Charton travaille au dépôt de Dijon-Perrigny comme aide-ouvrier.

Il est président de l'Union Sportive Ouvrière Dijonnaise et membre du PCF.

Sous l'occupation, il est actif dans le groupe de résistance des cheminots de Dijon.

Le 25 juin 1941, le préfet de Côte d'Or envoie un courrier au commissaire divisionnaire de police mobile signalant trois " *militants communistes qu'il serait souhaitable de voir internés* ", parmi lesquels figure " *CHARTON en congé de captivité au titre de la SNCF* ".

La SNCF le licencie le 9 octobre 1941 en raison de son « *activité anti-nationale* »

Au moment de son arrestation le 2 juillet 1942, il est marié, père de deux enfants et réside à Chenove.

Paul Charton meurt à Auschwitz le 13 octobre 1942. Gabriel Lejard témoigne qu'il est conduit à la chambre à gaz à la suite d'une sélection de détenus considérés comme « inaptes au travail ».

Après la guerre il est homologué comme Déporté Résistant et la ville de Chenove donne son nom à une rue de la commune.



Rue Paul Charton à Chenove

Louis Chaussard, 52 ans (45362)



Louis Chaussard
Auschwitz-I, le 8 juillet 1942.
Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau,
Oświęcim, Pologne.
Coll. Mémoire Vive. Droits réservés.

Sous - chef de brigade des manœuvres à la SNCF, il travaille au poste d'entretien de la gare de Dijon-ville.

Il est arrêté le 23 juin 1941 en raison de ses opinions politiques ; il est alors marié, il a un enfant et réside à Dijon.

Louis Chaussard meurt à Auschwitz le 3 octobre 1942.

Après la guerre, il est homologué comme Déporté Résistant.

Roger Kinsbourg, 51 ans (46287)

« *Directeur particulier d'assurances* », maire-adjoint à Metz, Roger Kinsbourg est un ancien combattant de la guerre 1914-1918.

En 1938, il se réfugie à Chenove. Il est marié.

Roger Kinsbourg est arrêté le 2 juillet 1941 suite à une dénonciation le qualifiant de communiste et d'israélite.

Dès le mois d'août 1941, sa famille effectue des démarches pour le faire libérer, en vain.

D'après les listes reconstituées du convoi, il est considéré comme otage juif. :

A Auschwitz il est affecté à la sablière aux côtés de Gabriel Lejard auquel il dit : « *Gaby, je suis perdu. Si tu rentres, indique bien à ma famille comment je suis mort.* »

Roger Kinsbourg meurt à Auschwitz le 27 juillet 1942.



Monument aux Morts de Chenove

Son nom, ainsi que celui de Paul Charton, figurent sur le monument aux morts de la ville de Chenove.

Son nom est également inscrit sur le Mur des noms du Mémorial de la Shoah.

Gabriel Lejard, dit « Gaby », 41 ans (45772)

Ajusteur, il adhère au syndicat CGTU de la métallurgie dijonnaise en 1933 et en 1934 il en est le secrétaire adjoint.

En 1935, il adhère au PCF et participe aux manifestations antifascistes de 1934-1935.

Mobilisé jusqu'en août 1940, il fait ensuite partie de groupes clandestins formés par les cheminots et les métallurgistes (faux-papiers, récupération d'armes).

Il est étroitement surveillé et fait l'objet de plusieurs rapports de police

Au moment de son arrestation le 22 juin 1941, Gabriel Lejard est marié, père d'une fille et réside à Dijon.

Détenu au camp principal d'Auschwitz I jusqu'en août 1944, il est ensuite transféré au camp de concentration de Sachsenhausen.

En octobre 1944 il est transféré à Kochendorf, un *commando* de Natzweiler-Struthof où il est assigné à la fabrication des V2 dans une ancienne mine de sel.

En mars 1945, il est évacué dans une colonne de 1500 détenus à marche forcée et par trains à wagons découverts jusqu'à Dachau où seulement 200 survivants arrivent.

Il est rapatrié le 16 mai 1945.

Après la guerre, il poursuit ses activités de militant. Il témoigne au procès de deux kapos.

Titulaire de la carte de Déporté Résistant, il est fait officier de la Légion d'Honneur en 1983.



Square Gabriel Lejard à Dijon

Gabriel Lejard décède le 2 novembre 1988.

En 2004 la municipalité de Dijon donne son nom à un square proche de son ancien domicile.



Jeanine Lejard

page 145 du livre écrit par Albert Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*, éditions sociales, Montrouge 1969

Nous ne pouvons évoquer le parcours de Gabriel Lejard sans citer sa fille Jeanine qui s'engage dans la résistance dès l'âge de 15 ans. Sous-lieutenant FTPF, elle est arrêtée par la gestapo en juin 1944 à Paris lors d'une mission dans la capitale.

Déportée à Ravensbrück, elle meurt dans ce camp le 15 avril 1945 à l'âge de 17 ans.

Citons également Maurice Voutey, neveu de Gabriel Lejard : engagé dans la résistance au sein des Forces unies de la jeunesse patriotique, il est arrêté le 22 mai 1944 et déporté à Dachau le 2 juillet 1944. Rescapé, il publie des ouvrages sur la déportation et le système concentrationnaire nazi et compte pendant de nombreuses années parmi les membres de la présidence de la FNDIRP. Maurice Voutey décède en 2012.

Jean Mahon, 37 ans (45813)

Cheminot, il est sous-chef de brigade.

Militant communiste, il est membre du bureau régional du PCF et écrit dans « *Le Travailleur* ».

En 1940, il dirige les premiers groupes de l'O.S. qui organisent des actions de sabotage au dépôt SNCF (déraillement, récupération d'armes...).

Il fait partie du bureau clandestin du PCF.



Jean Mahon

Les communistes dans la Résistance en Côte-d'Or, édité par le PCF de Côte-d'Or, 1996, page 2

Au moment de son arrestation le 22 juin 1941, il est marié et père d'un enfant et réside à Dijon.

Le 22 mars 1942, son épouse écrit au M^{al} Pétain pour demander sa libération. La demande ne parvient au Préfet que fin juillet.

Jean Mahon meurt à Auschwitz le 24 août 1942 et c'est seulement le 9 octobre 1942 que le Préfet de la Côte d'Or répond à l'Ambassadeur de France dans les territoires occupés. Il précise que *« compte tenu des antécédents politiques de l'intéressé, il n'apparaît pas qu'une intervention soit opportune »*.

Ernest Repiquet, 45 ans (46051)

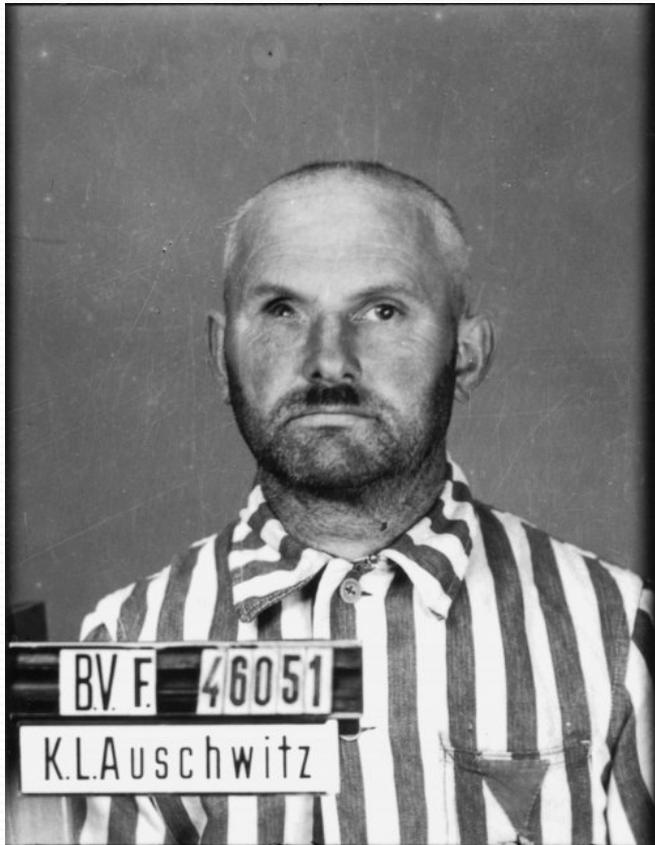
Ernest Repiquet est receveur des contributions indirectes à Saint Seine l'Abbaye.

Militant au PCF, il rédige des articles pour « *Le travailleur* ». Il est membre du « *Secours rouge* » en 1936.

A partir d'avril 1941, il participe à la Résistance.

Il fait l'objet de plusieurs rapports de Police pour son activité communiste.

Au moment de son arrestation le 21 juin 1941, il est marié et père de 3 enfants.



Ernest Repiquet
Auschwitz-I, le 8 juillet 1942.
Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau,
Oświęcim, Pologne.
Coll. Mémoire Vive. Droits réservés.

Ernest Repiquet meurt à
Auschwitz le 21 août 1942.

Après la guerre, il est homologué
comme Déporté Politique.

En Côte d'Or ces arrestations sont faites par les autorités allemandes. Cependant, l'identification des militants communistes a été grandement facilitée par la surveillance étroite et le fichage de ces militants effectués par les services de renseignements de la police française.

Suite à cette rafle de juin 1941, quatre autres Côte d'Oriens sont déportés dans le convoi de répression parti de Compiègne le 24 janvier 1943 et comprenant 1526 hommes dirigés sur le camp de Sachsenhausen et 230 femmes (les futures « 31000 ») dirigées sur le camp d'Auschwitz-Birkenau.

Aucun de ces quatre communistes, âgés de 37 à 59 ans, ne reviendra :

Alexandre Seguin, né en 1886, meurt à Sachsenhausen le 16 avril 1943.

Emile Noirot, né en 1899, meurt à Sachsenhausen le 4 mai 1943.

Paul Leblanc, né en 1884, meurt à Sachsenhausen le 6 février 1945.

Maurice Gollotte, né en 1905, meurt le 10 mars 1945 à Bergen Belsen.

Ce qui donne un lourd bilan : sur les 24 Côte d'Oriens arrêtés au cours de l' Aktion Theoderich, 10 sont morts en déportation.



Juillet 1941

**Arrestation d'Armand Saglier, militant
communiste de Marcilly-sur-Tille**

Armand Saglier, 41 ans (46085)

Marié et père de 6 enfants, Armand Saglier est manouvrier et réside à Marcilly-sur-Tille.

Militant du PCF, il secrétaire de la cellule communiste cellule regroupant les militants d'Is-sur-Tille et de Marcilly-sur-Tille.

Il se présente plusieurs fois à des élections.

Pendant la guerre, il est actif dans la Résistance.

Le 14 juillet 1941, Armand Saglier est arrêté par la gendarmerie allemande à Marcilly-sur-Tille pour propagande communiste suite à une dénonciation. Selon sa famille il est alors électricien sur des chantiers.

Sa famille tente de le faire libérer, mais en vain, ainsi qu'en témoigne un courrier du *Kommandeur* de la *Sicherheitspolizei* daté du 10 juillet 1942 (les déportés étaient arrivés à Auschwitz le 8 juillet) :

« *Il ne peut être donné suite pour l'instant à la demande de libération du communiste SAGLIER, interné dans le camp [d'internement] de Compiègne, parce qu'il s'agit en l'espèce d'un ex-meneur communiste et qu'il est à craindre qu'il reprenne son activité après une libération éventuelle* »

Le 27 février 1944, Armand Saglier et Jean Thomas, un cheminot de Boulogne-sur-Seine, sont transférés au camp de concentration de Sachsenhausen dans un petit groupe de onze détenus. Ils sont affectés aux *Kommandos* extérieurs de Lieberose puis de Falkenhagen.

Au printemps 1945, Armand Saglier est libéré par les troupes américaines.

Il rentre très malade et décède accidentellement le 28 janvier 1953, à Mézières-sur-Seine (Seine-et-Oise - 78).

En 1942, 4 autres « 45000 » sont arrêtés suite à un attentat à la bombe survenu le 10 janvier au foyer du soldat allemand, place du théâtre à Dijon.

L'enquête débute dès le soir de l'attentat grâce à une étroite collaboration entre les services de police française (police spéciale, de sûreté, judiciaire), la brigade de gendarmerie et la *Geheime Feldpolizei* (police secrète de la *Wehrmacht*), la *Feldgendarmerie*, les officiers de la *Kreiskommandantur*. Cette enquête établit que des pièces entrant dans la composition des bombes ont été fabriquées à l'usine Lipton. 26 ouvriers « connus en raison de leurs opinions communistes » sont arrêtés (d'après le rapport du commissaire divisionnaire, la liste est fournie par le directeur de l'usine). Quelques jours plus tard, 20 sont relâchés.

Les 4 futurs « 45000 » (**Julien Faradon, André Renard, André Poillot et Eugène Bonnardin**) ainsi que les 2 ouvriers (**Pierre Dubost et Serge Guillerme**) ayant usiné les pièces sont gardés en détention.

Eugène Bonnardin, 38 ans (45272?)

Embauché comme tourneur-aléseur, il devient chef d'équipe au réalésage chez Lipton.

Un rapport des RG en date du 6 juillet 1942 précise qu' il « fut un fervent syndicaliste jusqu'en 1937, année où il donna sa démission de la CGT ».

Arrêté le 11 janvier, il est relâché le 18 puis de nouveau arrêté le 19. Il aurait été considéré comme responsable moral des événements car les ouvriers ayant confectionné les pièces de la bombe travaillaient sous son autorité.

Au moment de son arrestation, il est marié et est domicilié à Dijon.

Son épouse effectue des démarches pour le faire libérer à partir de juin 1942.

Eugène Bonnardin meurt à Auschwitz le 18 septembre 1942

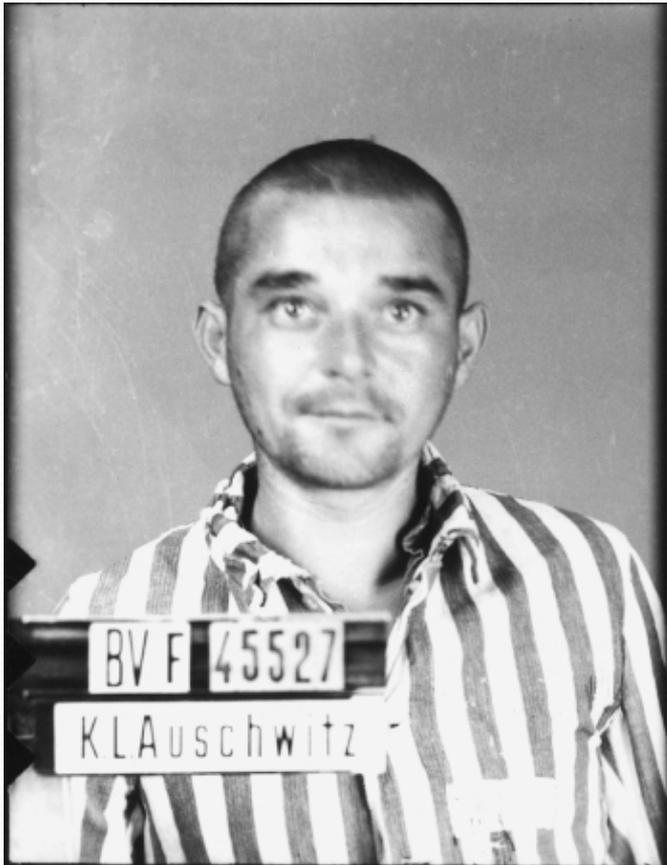
Julien Faradon, 30 ans (45527)

Après avoir été ajusteur chez Lallement (1936), Julien Faradon est tourneur à l'usine Lipton.

Il adhère au PCF durant les grèves en 1936.

Marié, il est père d'une fillette de 9 ans et réside à Dijon.
Une naissance est attendue pour le mois d'août 1942.

Son épouse entreprend des démarches pour le faire libérer mais en vain. Un rapport des RG du 10 juillet 42 précise qu'il est « *actuellement* » interné administratif à Compiègne comme militant communiste.



Julien Faradon
Auschwitz, le 8 juillet 1942
Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau,
Oswiecim, Pologne. Droits réservés.

Julien Faradon meurt à
Auschwitz le 17 septembre
1942.

Henri Poillot, 41 ans (45994?)

Henri Poillot est ouilleur chez Lipton.

Au moment de son arrestation, il est marié, père de 2 filles et réside à Dijon.

Après son arrestation, son épouse, sans travail, se retrouve sans ressources . Elle effectue des démarches en février 42 pour obtenir une allocation et n'obtiendra une réponse qu'en 1943.

Un rapport des RG en date du 28 août 1943 mentionne qu'il était « *membre du parti communiste et propagandiste actif avant les évènements de 1940* ».

Henri Poillot meurt à Auschwitz le 21 septembre 1942

André Renard, 34 ans (46045)

Il participe aux grèves de 1936 et il est renvoyé de la société d'optique où il travaille, puis il est embauché à l'usine Lipton comme tourneur.

Sous l'occupation, il est actif dans la Résistance : le 11 novembre 1941, il est « *congédié suite à l'apposition de tracts communistes à l'intérieur de l'usine* ». Bien que renvoyé, il figure quand même sur la liste des ouvriers arrêtés le 11 janvier 1942 et maintenu en état d'arrestation en raison de son ex-affiliation au parti communiste. Il est alors marié, père d'un enfant et réside à Dijon.

En avril, son épouse, privée de ressources financières depuis l'arrestation de son mari, écrit au Préfet de la Côte d'Or pour demander une allocation, ainsi que la libération de son époux.

André Renard meurt à Auschwitz le 18 août 1942.

Suite à cet attentat, d'autres arrestations ont lieu :

Des perquisitions ont lieu dans tout le quartier et des personnes suspectes ou chez qui des armes ont été découvertes sont arrêtées.

Une enquête pour activité communiste clandestine est menée en parallèle suite à la découverte d'un duplicateur chez **Pierre Dubost** au cours de la perquisition . Elle entraîne l'arrestation de jeunes communistes et sympathisants : **Robert Creux, Pierre Jouanaud, René Laforge, Roger et Jean Baptiste Play, René Romenteau, Paul Sandan, Jean Schellnenberger, Pierre Vieillard.**

Le père de Pierre Dubost et son frère Roger sont également arrêtés : le premier est libéré dans les jours qui suivent, le second est détenu à Hauteville(21) puis à Auberive (10) et ensuite à Chaumont (52). Il réussit à s'évader en mars 1943.

Un communiste, **Carlo Terpin**, suspecté d'avoir participé à l'attentat, est arrêté le 11 janvier par la police française.

Lucien Dupont, jeune communiste FTP, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat, est activement recherché ; il est finalement arrêté le 15 octobre 1942 à Pantin.

Enfin, **Léon Soye**, jeune communiste arrêté en novembre 1941 et détenu à la prison de Dijon subit de nouveaux interrogatoires dans les jours qui suivent l'attentat.

Bilan de la répression

Robert Creux, jeune ébéniste, ainsi que **René Laforge**, **René Romenteau**, **Jean Schellnenberger** et **Pierre Vieillard**, tous les 4 normaliens, sont fusillés à Dijon le 6 mars 1942

Pierre Dubost est fusillé à Dijon le 6 juillet 1942

Léon Soye est fusillé à Dijon le 1^{er} août 1942

Les « 45000 » : **Julien Faradon**, **Henri Poillot**, **Eugène Bonnardin** et **André Renard** sont tous morts en 1942 à Auschwitz.

Lucien Dupont, auteur de l'attentat, est fusillé au Mont Valérien le 26 février 1943.

Carlo Terpin est déporté le 17 janvier 44 à Buchenwald (rescapé le 23 avril 1945)

**Les deux dernières arrestations ont lieu
le 26 février 1942 :**

**Adrien Burghard à Verrey - sous -
Salmaise et Roger Josselin (seconde
arrestation) à Seurre.**

Adrien Burghard, 45 ans (45315)



Cheminot avant 1930, Adrien Burghard gère ensuite avec son épouse un café restaurant à Verrey-sous-Salmaise.

Il a été mobilisé pendant la 1^{ère} guerre mondiale.

Adrien Burghard
Auschwitz-I, le 8 juillet 1942.
Musée d'État d'Auschwitz-
Birkenau,
Oświęcim, Pologne.
Coll. Mémoire Vive. Droits
réservés.

Membre du PCF, il est dénoncé deux fois comme « *communiste dangereux* ».

La première fois, le 9 décembre 1941, soupçonné de détenir un fusil de chasse à son domicile à la suite d'une dénonciation, Adrien Burghard subit une première perquisition, sans résultat. Les mêmes investigations sont conduites chez quatre autres habitants du village. L'un d'eux, René Dufour, 29 ans, employé SNCF, qui possède un revolver, est arrêté et puis fusillé à Dijon le 13 janvier suivant.

Adrien Burghard est finalement arrêté le 26 février 1942 par la gendarmerie allemande.

N'ayant aucune nouvelle après sa déportation, son épouse effectue des démarches en sa faveur.

Il meurt à Auschwitz en novembre 1942.

Son nom est inscrit sur le monument aux morts de Verrey-sous-Salmaise.

Nous retrouvons maintenant Roger Josselin

Après sa sortie de prison (mars 1941), il s'installe à Seurre (21) où il travaille dans une pharmacie puis comme terrassier aux Etablissements Pellerin et Lambert.

Il se marie en septembre 1941, puis le jeune couple attend une naissance pour le mois de juin.

Le 26 février 1942, Roger Josselin est convoqué à la Kommandantur de Seurre et il est immédiatement arrêté (suite à une dénonciation, selon la mémoire locale).

Sa mère effectue des démarches en sa faveur, mais en vain.

Son fils naît en juin 1942.

Roger Josselin meurt le 18 septembre 1942 à l'âge de 22 ans, peut-être gazé en raison de la sélection d'inaptes au travail qui eut lieu ce jour-là à Auschwitz.



Rue Roger Josselin à Seurre

Son nom est inscrit sur le monument aux morts de Seurre et le 12 avril 2007, le conseil municipal décide donner son nom à une rue de la commune.



Son nom figure aussi sur la plaque commémorative du quartier des Poussots à Dijon érigée par souscription sous l'égide du Secours Populaire Français :
« 1939-1945 - A la mémoire des enfants des Poussots morts pour que vive la France ».

On peut également y lire le nom de Jean Bouscand (45292) et de son beau-frère Jean Thibeau.

Plaque commémorative du quartier des Poussots à Dijon

Sources et bibliographie

- Claudine Cardon-Hamet, *Triangles rouges à Auschwitz, Le convoi politique du 6 juillet 1942*, éditions Autrement, collection mémoires, Paris 2005.
- Gilles Hennequin, *Résistance en Côte d'Or*, tome I.
- Albert Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*, éditions sociales, Montrouge 1969.
- *Les communistes dans la Résistance en Côte-d'Or*, édité par le PCF de Côte-d'Or, 1996.
- Archives départementales de Côte-d'Or, cotes 6J61 à 62 « *fiches individuelles des déportés de Côte-d'Or* », don de Pierre Gounand, historien, cote 1630 W articles 94 « *propagande communiste* », 168 « *attentats* », 244, 252 « *arrestations par les autorités d'occupation en raison de leur passé et activité politique* », 256, 258, 259, 261, 262, cote 1072 W article 1, pochette 23 « *DIJON Région - Renseignements - Menées communistes c/ CHARTON et tous autres -Juillet 1941* ». cote 6J57 à 59 « *fiches chronologiques* ».
- Site internet www.fmd.asso.fr de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD).
- Site internet www.memoirevive.org
- *L'Avenir de la Côte-d'Or*, 5 juin 1948, article de Gabriel Lejard, « *En souvenir de mes camarades de misère, et pour rafraîchir la mémoire à ceux qui ont déjà oublié* ».
- *Le Progrès de Côte d'Or*, édition du 28 septembre 1940, article d'Emile Gauthrin intitulé « *Le devoir* », et édition du 15 janvier 1941, article intitulé « *La répression de la propagande communiste* ».
- *Les Dépêches*, septembre 1984, rubrique *Libre opinion*, article intitulé « *Un point d'histoire* » de Marcel Caignol.
- Entretien à la mairie de Seurre avec des élus municipaux.